



	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
- Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
Total M2				3 778	5,4 %	16,5 %	
M3 - M2				2 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N°140 - Statistiques au 30/09/2009



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et ses contreparties	7
2.1 La masse monétaire	7
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	7
2.3 La circulation fiduciaire	8
3. Les avoirs financiers des agents économiques	9
3.1 Les actifs par agent	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3.2 Les actifs par nature	12
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	13
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	16
4.2 Les passifs des établissements locaux	17
5. Les engagements bancaires	18
5.1 Les risques sectoriels	18
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	20
Indicateurs globaux	20
La vulnérabilité des ménages	21
La vulnérabilité des entreprises	22
6. Le financement des crédits bancaires	24
L'équilibre emplois-ressources	24
7. La monétique et les échanges de valeurs	24
7.1 La monétique	24
7.2 Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	26
8.4 Taux de l'usure	27
Annexes	28

1. Synthèse

L'évolution conjoncturelle internationale au 3^{ème} trimestre 2009

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermi. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque

centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cour euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1100 USD l'once en novembre.

L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au 3^{ème} trimestre 2009

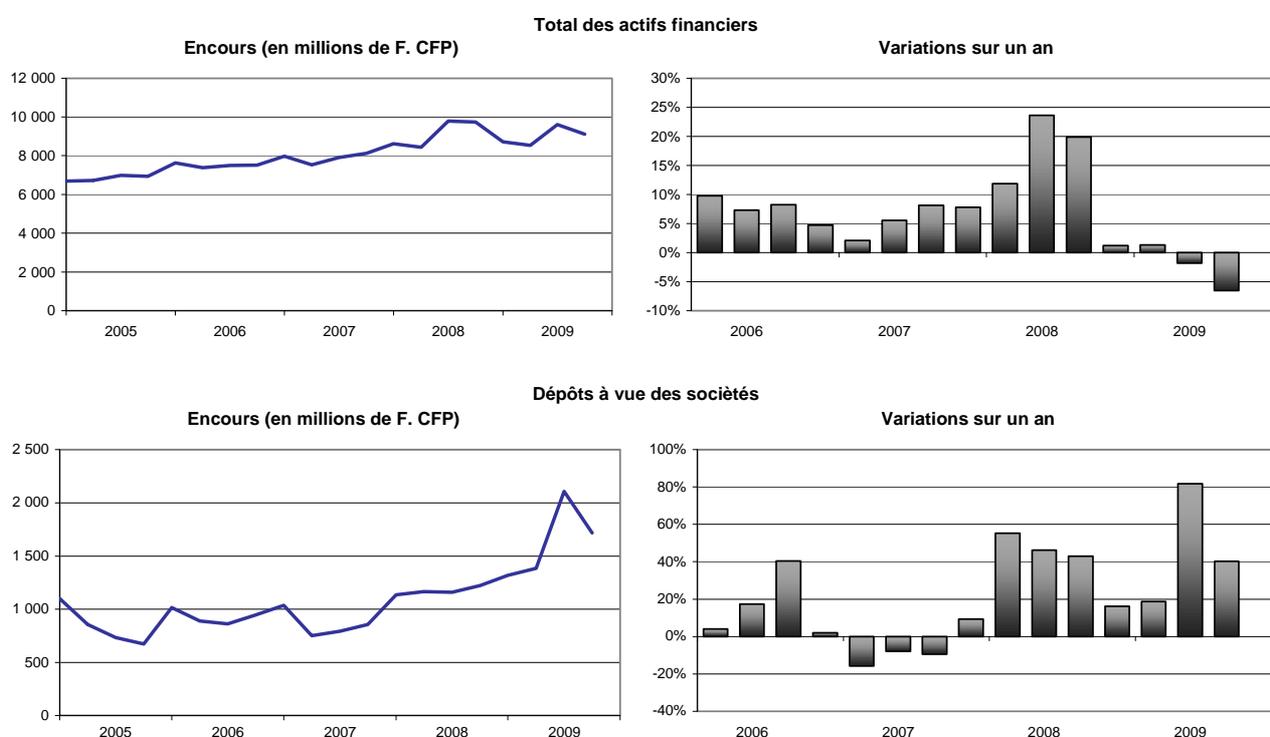
Des actifs financiers en baisse sur le trimestre, en particulier les dépôts à vue...

Parallèlement au ralentissement de l'économie du Territoire de Wallis-et-Futuna, l'activité bancaire et financière se dégrade. Au 30 septembre 2009, l'encours global des actifs financiers enregistre une baisse de 5,3 % sur le trimestre et de 6,5 % en glissement annuel. Cette baisse affecte particulièrement les dépôts locaux, qui perdent 12,3 % sur le trimestre, tandis que les dépôts hors zone d'émission gagnent 3,5 % sur la même période.

L'évolution à la baisse des actifs financiers s'explique par une diminution globale des dépôts à vue (-15,9 % sur le trimestre). Les

dépôts à vue des ménages diminuent de 13,2 %, reflétant bien les difficultés auxquelles sont confrontés les ménages wallisiens et futuniens. Ceux des entreprises diminuent quant à eux de 18,6 % sur le trimestre, mais affichent une hausse de 40,3 % en glissement annuel.

L'augmentation de l'épargne à long terme de 3 % sur le trimestre ne suffit pas à contrebalancer la diminution des dépôts à vue, alors que les placements liquides évoluent peu sur la période (+1,5 %, tous agents économiques confondus).



Réallocation de l'épargne des ménages

Le total des actifs des ménages enregistre une diminution de 5,4 % sur le trimestre et de 8,6 % sur l'année. Sont particulièrement touchés les dépôts à vue de ce type d'agent économique (-13,2 % sur le trimestre et -17,8 % en glissement annuel).

Par ailleurs, une réallocation de l'épargne des ménages s'observe : les comptes à terme poursuivent leur contraction initiée il y a un an (-84,9 % en un an et -56,3 % sur le trimestre) par la baisse des taux de rémunération, au profit des livrets ordinaires, qui ont gagné 42,5 % sur l'année écoulée, et de l'épargne gérée hors de la

zone d'émission (+ 90,3 % pour les OPCVM monétaires et + 9,5 % pour les contrats d'assurance-vie).

Cependant, au troisième trimestre 2009, il semble que la clientèle de particuliers ait davantage privilégié l'épargne hors zone d'émission, au détriment des livrets ordinaires qui connaissent un recul trimestriel de 2,4 %, après quatre années de constante progression.

L'encours de crédits des agents économiques stable

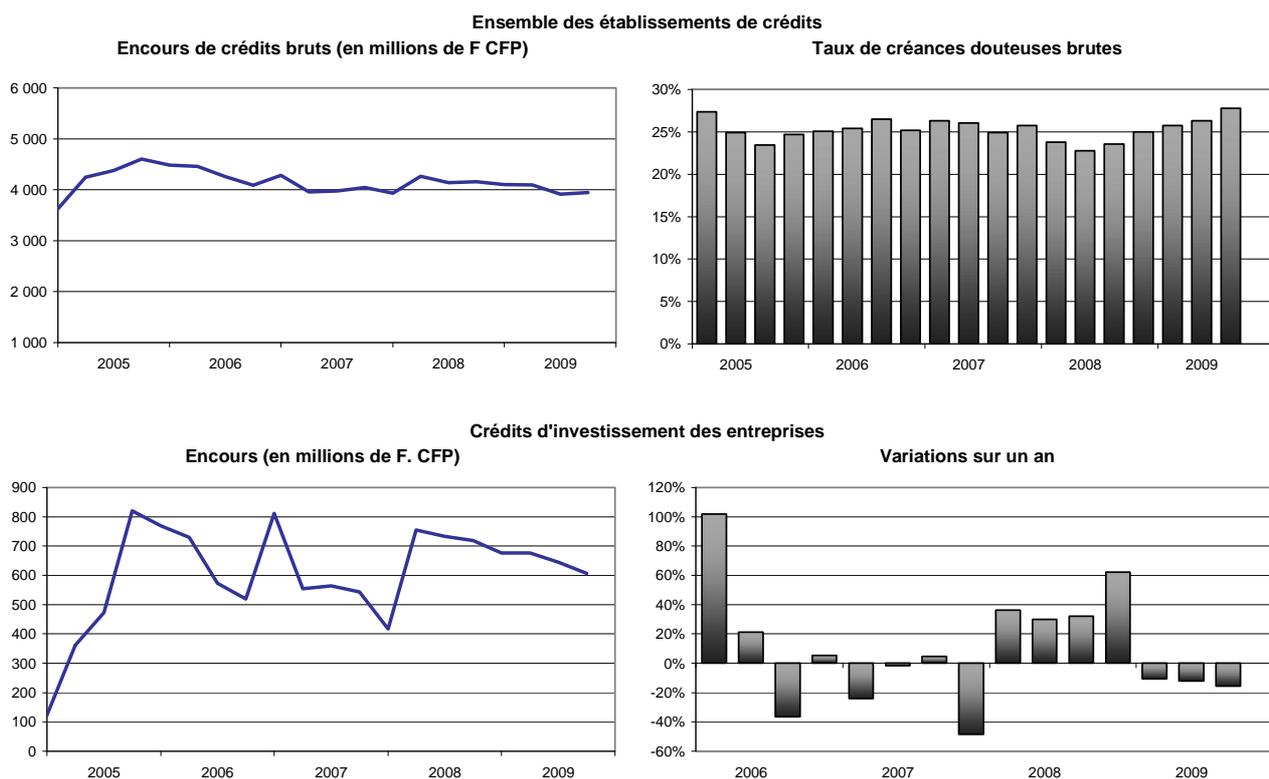
Les financements consentis par les établissements bancaires demeurent stables sur la période (0,9 %) mais diminuent de 5,1 % sur l'année, en encours brut. En revanche, l'encours sain poursuit sa diminution constante initiée depuis 2005 (-10,3 % sur un an et -1,1 % sur le trimestre). L'augmentation des créances douteuses est ainsi marquée sur la période (11,9 %) et reflète la dégradation de la situation des ménages (436 personnes en interdiction bancaire à fin septembre 2009). Le taux de créances douteuses atteint ainsi 27,8 %, son plus fort niveau depuis 2005.

Les crédits d'investissement consentis aux collectivités locales poursuivent leur amortissement en l'absence de nouveaux octrois depuis 2002.

Concernant les ménages, l'arrêt, depuis 2004 du dispositif de crédits à l'habitat explique la chute constante observée sur ce type de concours (-10,3 % sur le trimestre et -22,7 % sur l'année),

alors que les crédits à la consommation restent peu dynamiques (+1,4 % sur le trimestre et -2,0 % sur l'année). Du fait de ces deux mouvements, l'encours global en faveur des ménages diminue de 3,2 % sur le trimestre et de 10,2 % en glissement annuel.

Pour les entreprises, le schéma est quasi-identique. Les crédits d'investissement s'amortissent avec peu de nouveaux octrois (-5,7 % sur le trimestre et -15,6 % en glissement annuel). La tendance est confirmée par les résultats de l'enquête de conjoncture menée auprès des chefs d'entreprises du Territoire ; le solde d'opinion concernant l'investissement fait état d'un niveau bas de celui-ci au troisième trimestre 2009. La seule augmentation notable concerne la hausse des comptes ordinaires débiteurs de 149 millions de F CFP à 213 millions.



Des risques concentrés sur le secteur du commerce...

Les données issues de la centralisation des risques montrent une évolution sensible dans le secteur du commerce, avec une augmentation trimestrielle de 30,9 % à 731 millions de F CFP, s'expliquant par une multiplication (coefficient 4,2) des crédits d'exploitation (comptes ordinaires débiteurs). L'encours du commerce représente

39,6 % des engagements déclarés (hors particuliers). Avec le non marchand (prêts aux collectivités) et les services, ces trois secteurs totalisent près de 90 % des risques déclarés par les établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna, reflétant la polarisation de l'économie autour de ces secteurs.

Conjoncture financière et bancaire

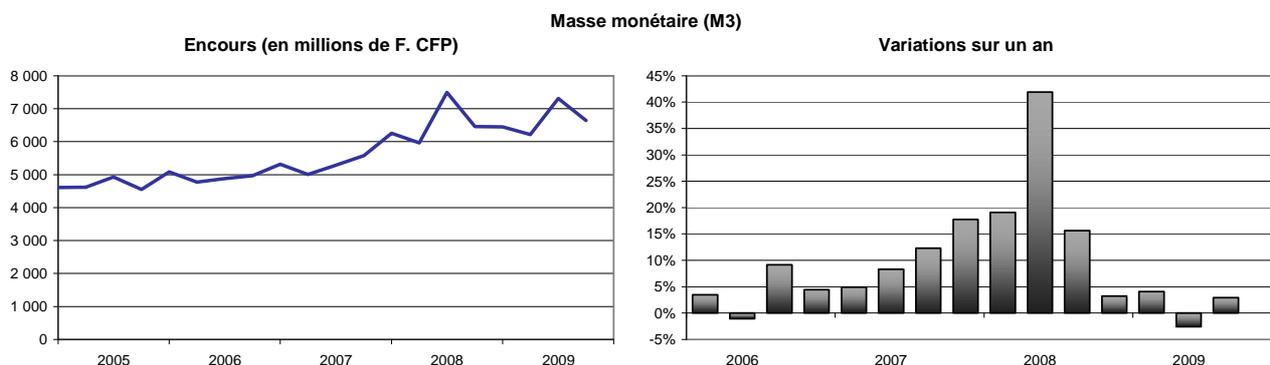
La qualité des risques portée par les entreprises s'est sensiblement améliorée au cours du dernier trimestre : les crédits déclarés en douteux enregistrent une baisse de 1,1 % sur le trimestre, à 321 millions de F CFP, tandis que

l'encours global déclaré augmente de 12,2 %. Il résulte de ces deux mouvements une baisse du taux de créances douteuses de 3,7 points, à 27,6 % contre 31,3% trois mois auparavant.

Diminution de la masse monétaire et variation de ses contreparties.

A fin septembre 2009, la masse monétaire M3 enregistre une diminution de 9,1 % par rapport au trimestre précédent, à 6 641 millions de F CFP, du fait des arbitrages opérés par les agents économiques en défaveur des actifs sur le trimestre (dépôts à vue, comptes sur livret et dépôts à terme). En contrepartie, les avoirs hors zone

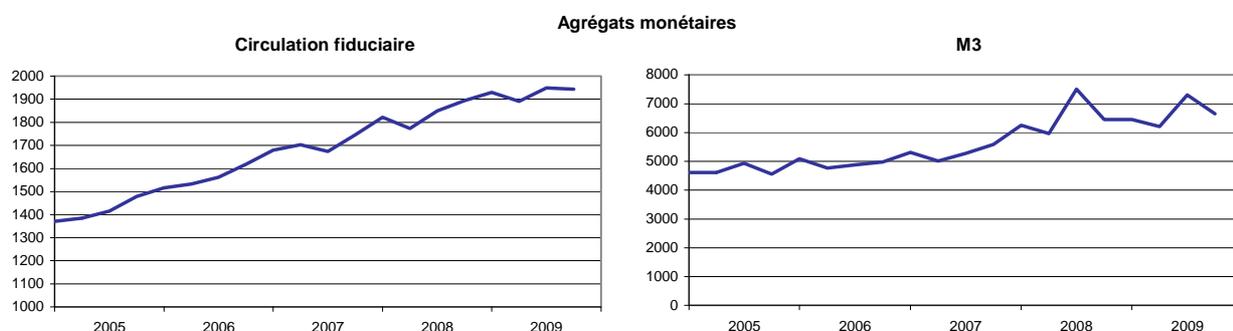
d'émission perdent 11,7 % sur le trimestre. Dans le même temps, les engagements hors zone d'émission restent identiques au deuxième trimestre 2009 (+6,1 % en glissement annuel). Malgré une baisse de 13,9 % à fin septembre 2009, la position extérieure nette demeure largement excédentaire, à 2,9 millions de FCFP.



2. La masse monétaire et ses contreparties

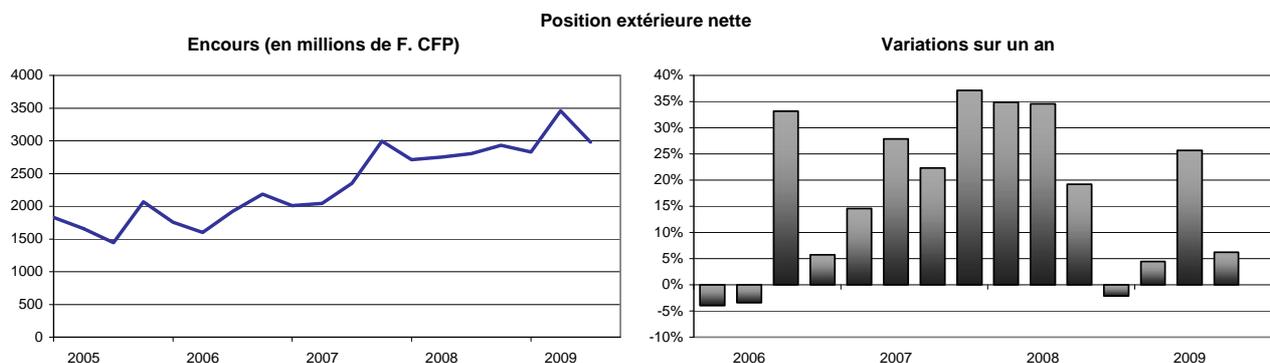
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 479	1 618	1 746	1 894	1 929	1 890	1 949	1 943	-0,3%	2,6%
Billets	1 480	1 620	1 747	1 893	1 928	1 891	1 949	1 943	-0,3%	2,6%
Pièces	-1	-2	-1	1	1	0	0	0		-100,0%
Dépôts à vue	2 355	2 542	2 637	3 139	3 033	3 013	4 038	3 395	-15,9%	8,2%
TOTAL M1	3 833	4 160	4 383	5 033	4 962	4 904	5 986	5 338	-10,8%	6,1%
M2-M1	319	366	362	413	417	541	597	586	-1,8%	41,9%
Comptes sur livrets	319	366	362	413	417	541	597	586	-1,8%	41,9%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	4 152	4 526	4 745	5 446	5 379	5 445	6 583	5 925	-10,0%	8,8%
M3-M2	402	445	835	1 006	1 072	764	722	717	-0,7%	-28,7%
Dépôts à terme	402	445	835	1 006	1 072	764	722	717	-0,7%	-28,7%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	4 554	4 970	5 580	6 452	6 452	6 209	7 305	6 641	-9,1%	2,9%
P1										
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	4 554	4 970	5 580	6 452	6 452	6 209	7 305	6 641	-9,1%	2,9%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

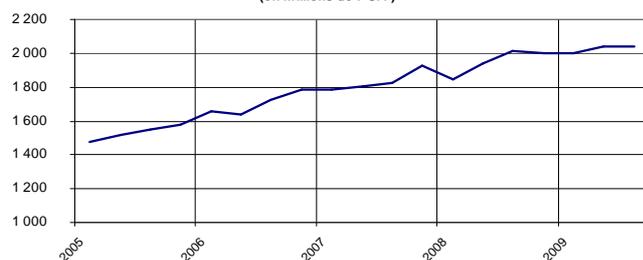
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	3 732	4 880	5 445	4 958	5 937	6 004	6 740	5 951	-11,7%	20,0%
Institut d'émission	2 053	2 722	2 854	1 907	2 761	2 924	3 021	2 711	-10,3%	42,2%
Etablissements de crédit	1 679	2 159	2 591	3 051	3 176	3 081	3 719	3 240	-12,9%	6,2%
Créances du Trésor public	812	659	773	700	761	556	856	733	-14,4%	4,7%
Concours sur ressources monétaires	514	-569	-638	794	-246	-351	-291	-43	-85,2%	-105,4%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 276	1 280	1 355	1 478	1 457	1 494	1 441	1 502	4,2%	1,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	763	1 849	1 992	684	1 704	1 845	1 732	1 544	-10,9%	125,7%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	530	570	591	606	603	606	610	639	4,8%	5,4%
Provisions sur créances douteuses	99	104	99	97	93	90	90	89	-1,1%	-8,2%
Engagements hors zone d'émission	235	235	238	246	245	248	261	261	0,0%	6,1%
Epargne contractuelle	0	0	0	0	0	0	0	0		
Divers	-101	940	1 064	-265	763	902	771	555	-28,0%	ns
Total M3	5 057	4 970	5 580	6 452	6 452	6 209	7 305	6 641	-9,1%	2,9%
Position extérieure nette	1 444	1 924	2 353	2 805	2 931	2 833	3 458	2 979	-13,9%	6,2%



Conjoncture financière et bancaire

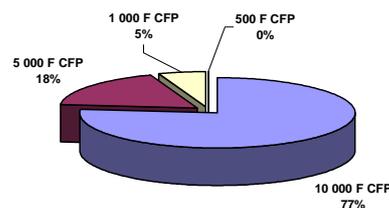
2.3 La circulation fiduciaire

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

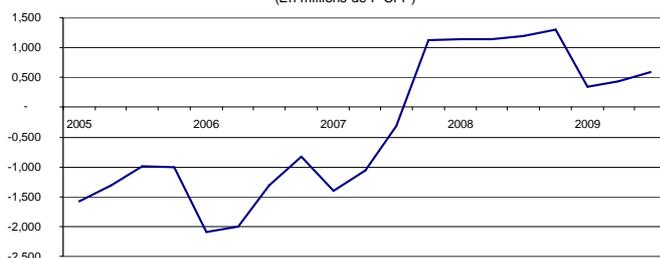
Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2009



Source: IEOM

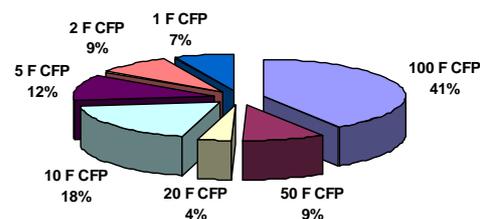
Emissions de billets	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	Variations	
									2 trim	1 an
En nombre	264 088	276 996	297 633	343 094	329 074	332 254	343 869	342 634	-0,4%	-0,1%
10 000 F CFP	124 587	137 189	144 338	155 615	156 621	155 323	157 922	156 191	-1,1%	0,4%
5 000 F CFP	42 300	53 507	56 444	68 559	66 186	67 803	69 725	73 239	5,0%	6,8%
1 000 F CFP	90 360	87 503	95 542	106 948	103 495	104 958	109 724	108 794	-0,8%	1,7%
500 F CFP	6 841	- 1 203	1 309	11 972	2 772	4 170	6 498	4 410	-32,1%	-63,2%
En millions de F CFP	1 551	1 726	1 822	2 012	2 002	1 999	2 041	2 039	-0,1%	1,3%
10 000 F CFP	1 246	1 372	1 443	1 556	1 566	1 553	1 579	1 562	-1,1%	0,4%
5 000 F CFP	212	268	282	343	331	339	349	366	4,9%	6,8%
1 000 F CFP	90	88	96	107	103	105	110	109	-0,9%	1,9%
500 F CFP	3	- 1	1	6	1	2	3	2	-33,3%	-66,6%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur
(En millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin septembre 2009



Source: IEOM

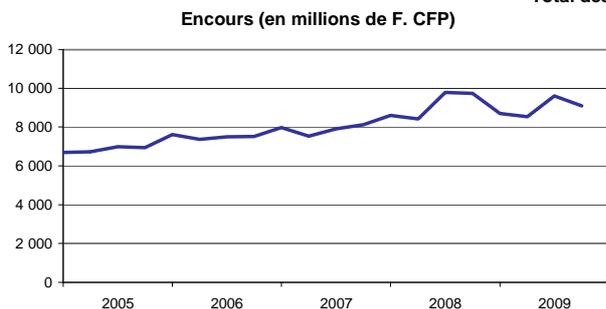
Emissions de pièces	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	Variations	
									2 trim	1 an
En nombre	604 667	647 721	744 353	836 076	872 872	855 141	874 346	890 096	2,2%	6,1%
100 F CFP	- 27 722	- 29 953	- 26 437	- 16 879	- 17 879	- 24 659	- 24 615	- 24 365	-1,0%	44,4%
50 F CFP	8 387	4 643	9 649	11 390	12 390	9 390	9 638	11 138	15,6%	-2,2%
20 F CFP	- 14 409	- 19 660	- 16 154	- 9 405	- 7 405	- 12 914	- 11 670	- 11 170	-4,3%	18,8%
10 F CFP	63 774	71 770	86 770	103 767	108 767	106 217	106 210	109 210	2,8%	5,2%
5 F CFP	62 077	76 868	96 472	121 657	128 455	127 604	132 792	136 792	3,0%	12,4%
2 F CFP	191 276	203 775	223 777	237 272	246 271	246 247	250 742	254 242	1,4%	7,2%
1 F CFP	321 284	340 278	370 276	388 274	402 273	403 256	411 249	414 249	0,7%	6,7%
En millions de F CFP	0,989	1,306	0,316	1,202	1,308	0,341	0,426	0,596	39,9%	-50,4%
100 F CFP	- 2,772	- 2,995	- 2,644	- 1,688	- 1,788	- 2,466	- 2,461	- 2,436	-1,0%	44,3%
50 F CFP	0,419	0,232	0,482	0,570	0,620	0,470	0,482	0,557	15,6%	-2,2%
20 F CFP	- 0,288	- 0,393	- 0,323	- 0,188	- 0,148	- 0,258	- 0,233	- 0,223	-4,3%	18,6%
10 F CFP	0,638	0,718	0,868	1,038	1,088	1,062	1,062	1,092	2,8%	5,2%
5 F CFP	0,310	0,384	0,482	0,608	0,642	0,638	0,664	0,684	3,0%	12,4%
2 F CFP	0,383	0,408	0,448	0,475	0,493	0,492	0,501	0,508	1,4%	7,1%
1 F CFP	0,321	0,340	0,370	0,388	0,402	0,403	0,411	0,414	0,7%	6,6%

3. Les avoirs financiers des agents économiques

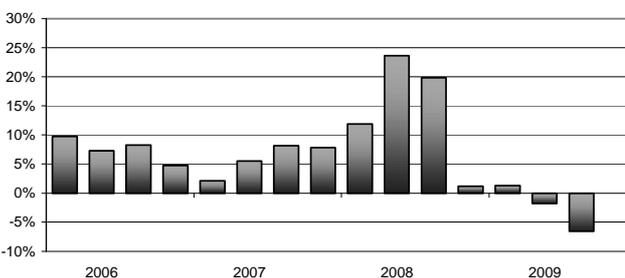
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Sociétés	920	1 324	1 556	1 722	1 871	1 759	2 574	2 301	-10,6%	33,6%
Dépôts à vue	673	945	856	1 223	1 318	1 384	2 108	1 716	-18,6%	40,3%
Placements liquides ou à court terme	208	189	520	364	430	275	334	407	21,9%	11,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	208	189	520	364	430	275	334	407	21,9%	11,8%
<i>dont comptes à terme</i>	208	189	509	359	421	265	316	385	21,8%	7,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0	0	11	5	9	9	17	23	35,3%	360,0%
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	39	190	180	135	123	100	133	177	33,1%	31,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	39	0	0	0	0	0	0	0		
Ménages	1 871	2 082	2 527	2 983	2 740	2 773	2 882	2 725	-5,4%	-8,6%
Dépôts à vue	1 151	1 172	1 303	1 358	1 128	1 137	1 286	1 116	-13,2%	-17,8%
Placements liquides ou à court terme	470	519	488	827	834	896	782	742	-5,1%	-10,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	304	350	347	400	405	529	584	570	-2,4%	42,5%
<i>Livrets ordinaires</i>	304	350	347	400	405	529	584	570	-2,4%	42,5%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	166	169	141	427	429	368	198	172	-13,1%	-59,7%
<i>dont comptes à terme</i>	6	5	67	365	372	218	126	55	-56,3%	-84,9%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	160	164	75	62	57	150	73	118	61,6%	90,3%
Epargne à long terme	249	391	737	798	778	740	814	868	6,6%	8,8%
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	45	24	21	15	8	8	12	15	25,0%	0,0%
<i>OPCVM non monétaires</i>	121	106	103	57	44	43	50	58	16,0%	1,8%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	83	261	613	726	726	688	752	795	5,7%	9,5%
Autres agents	4 146	4 105	4 040	5 032	4 097	4 003	4 154	4 075	-1,9%	-19,0%
Dépôts à vue	530	425	479	557	587	492	644	563	-12,6%	1,1%
Placements liquides ou à court terme	1 240	1 304	1 185	2 172	1 195	1 196	1 195	1 197	0,2%	-44,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	15	16	15	13	12	12	13	16	23,1%	23,1%
Placements indexés sur les taux du marché	1 225	1 289	1 170	2 158	1 183	1 184	1 183	1 180	-0,3%	-45,3%
<i>dont comptes à terme</i>	188	251	260	282	280	281	280	278	-0,7%	-1,4%
Epargne à long terme	2 376	2 376	2 376	2 303	2 314	2 314	2 314	2 314	0,0%	0,5%
TOTAL	6 938	7 511	8 123	9 737	8 707	8 534	9 610	9 101	-5,3%	-6,5%
Dépôts à vue	2 355	2 542	2 637	3 139	3 033	3 013	4 038	3 395	-15,9%	8,2%
Placements liquides ou à court terme	1 919	2 012	2 193	3 363	2 459	2 367	2 312	2 346	1,5%	-30,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	319	366	362	413	417	541	597	586	-1,8%	41,9%
Placements indexés sur les taux du marché	1 600	1 646	1 832	2 950	2 042	1 826	1 715	1 760	2,6%	-40,3%
Epargne à long terme	2 664	2 957	3 293	3 236	3 215	3 154	3 261	3 359	3,0%	3,8%

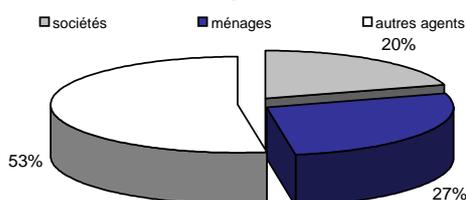
Total des actifs financiers



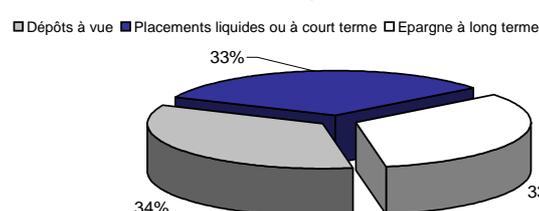
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique sept-09

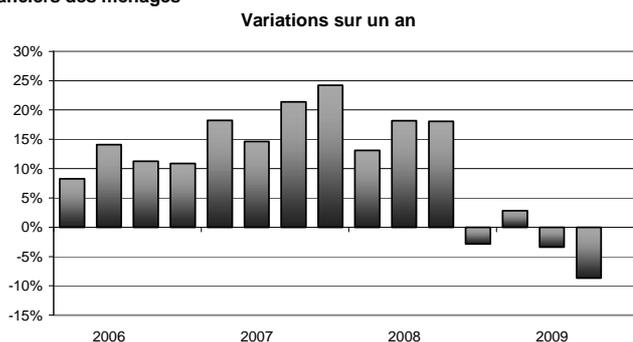
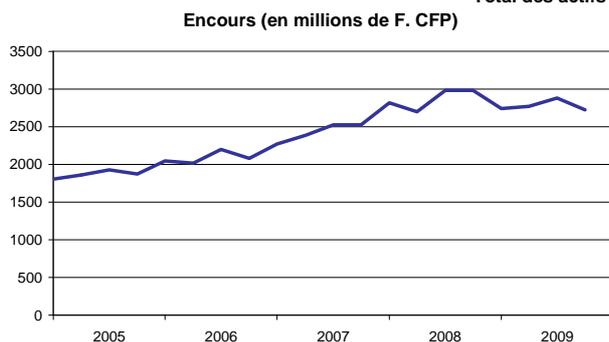


Répartition des actifs financiers par nature sept-09

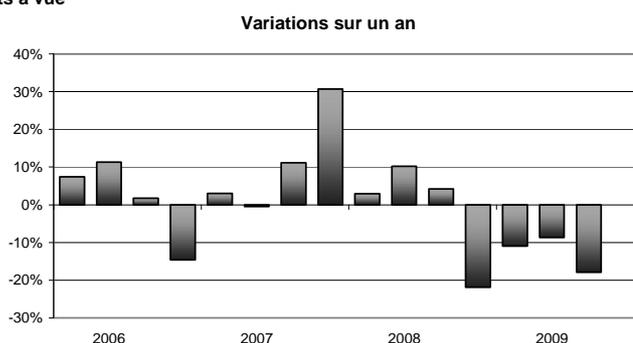
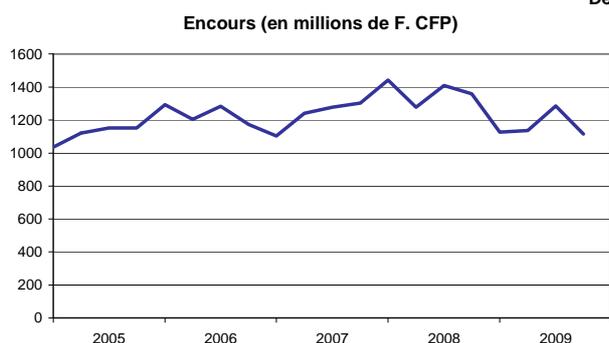


Les avoirs des ménages

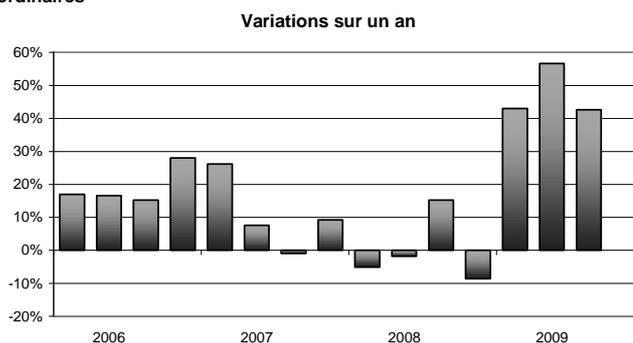
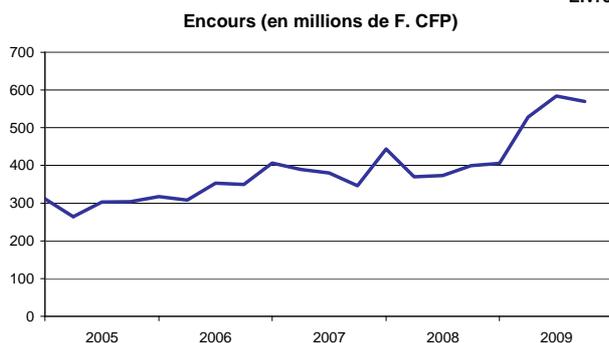
Total des actifs financiers des ménages



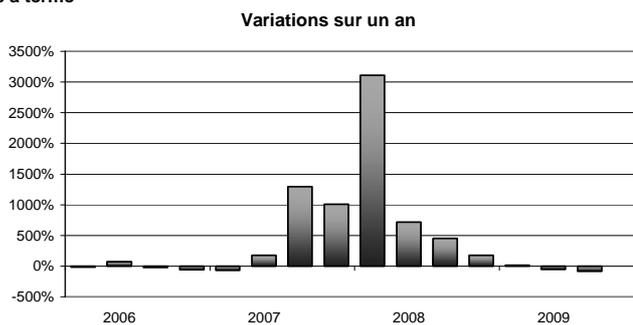
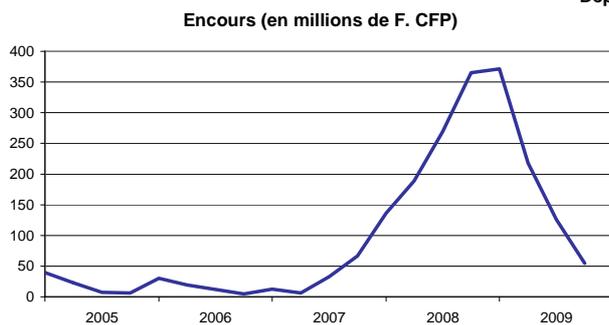
Dépôts à vue



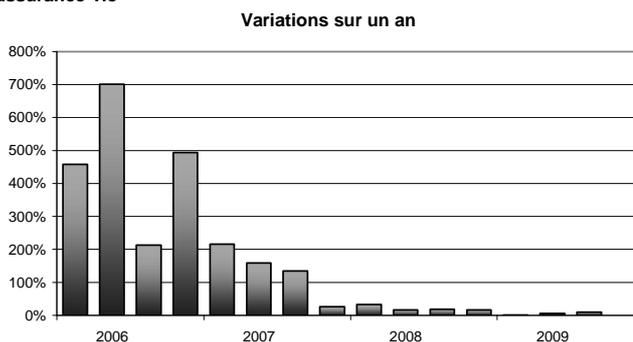
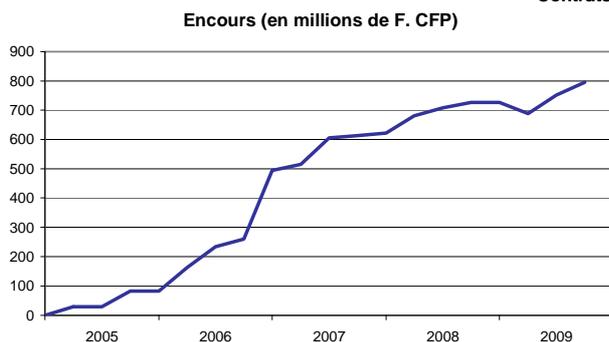
Livrets ordinaires



Dépôts à terme

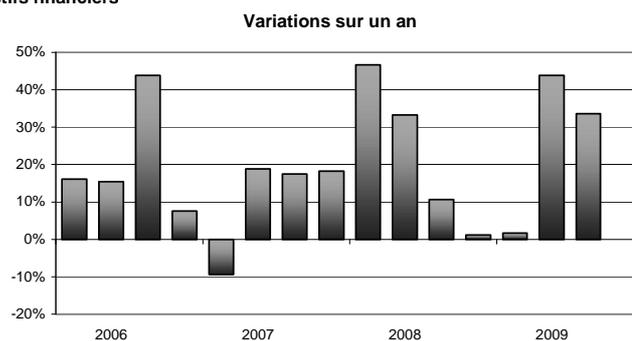
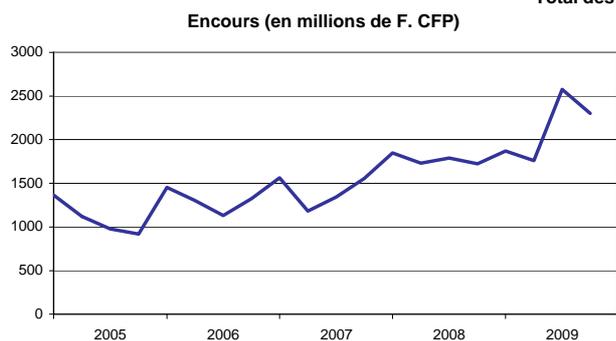


Contrats d'assurance-vie

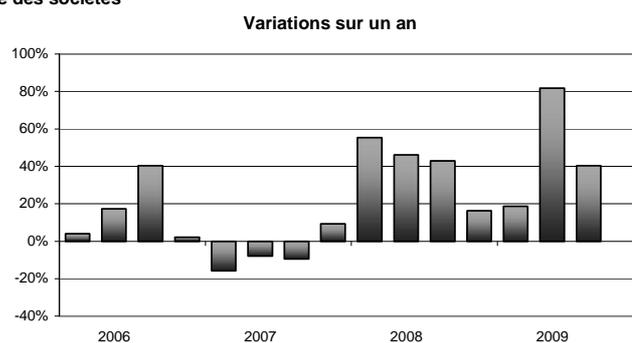
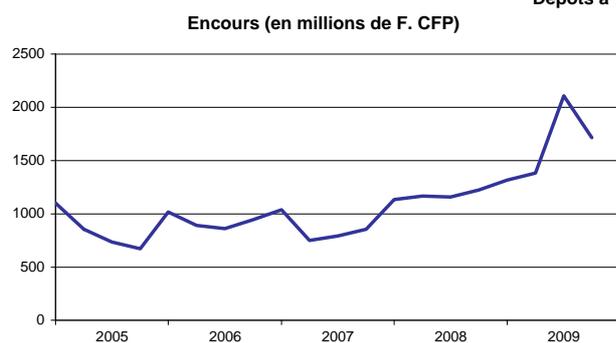


Les avoirs des sociétés

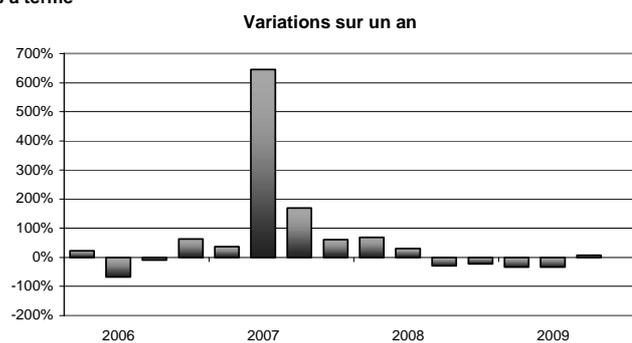
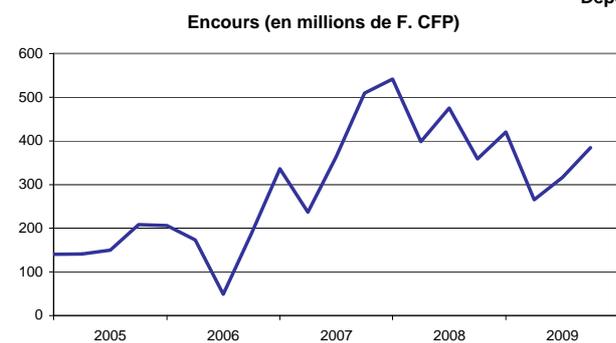
Total des actifs financiers



Dépôts à vue des sociétés



Dépôts à terme



Conjoncture financière et bancaire

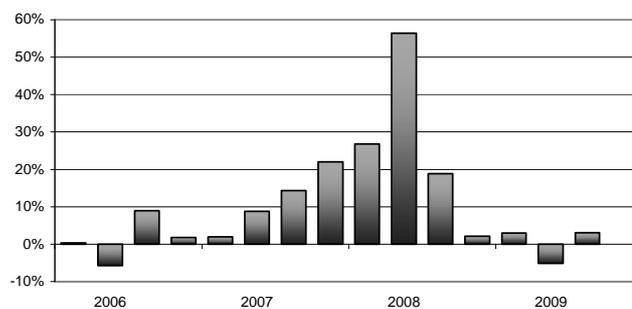
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Dépôts locaux	3 076	3 352	3 834	4 558	4 523	4 319	5 356	4 698	-12,3%	3,1%
Dépôts à vue	2 355	2 542	2 637	3 139	3 033	3 013	4 038	3 395	-15,9%	8,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	319	366	362	413	417	541	597	586	-1,8%	41,9%
Livrets ordinaires	317	365	361	412	417	540	596	586	-1,7%	42,2%
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	402	445	835	1 006	1 072	764	722	717	-0,7%	-28,7%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	3 862	4 159	4 289	5 179	4 185	4 216	4 254	4 402	3,5%	-15,0%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Actions	19	24	21	15	8	8	12	15	25,0%	0,0%
Obligations	1 346	1 509	1 499	1 347	1 346	1 324	1 356	1 401	3,3%	4,0%
OPCVM monétaires	1 197	1 201	996	1 943	969	1 062	993	1 043	5,0%	-46,3%
OPCVM non monétaires	1 217	1 163	1 160	1 147	1 135	1 134	1 141	1 148	0,6%	0,1%
Contrats d'assurance-vie	83	261	613	726	726	688	752	795	5,7%	9,5%
TOTAL	6 938	7 511	8 123	9 737	8 707	8 534	9 610	9 101	-5,3%	-6,5%

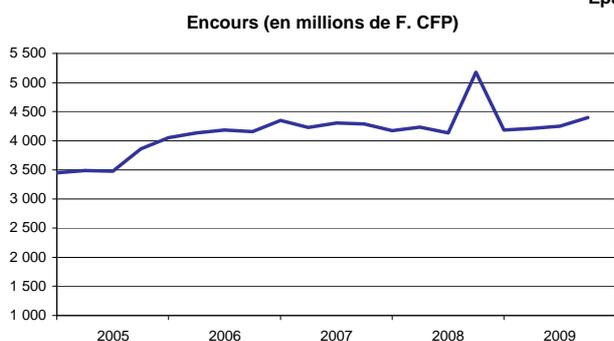
Dépôts locaux



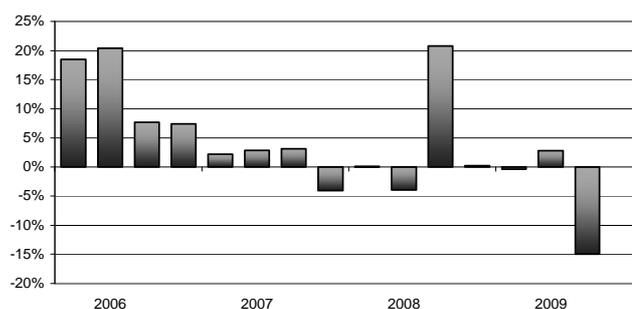
Variations sur un an



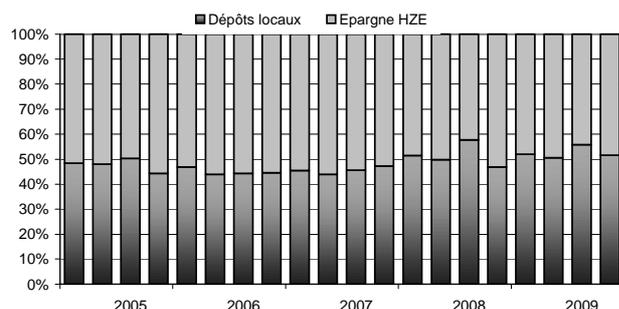
Epargne HZE



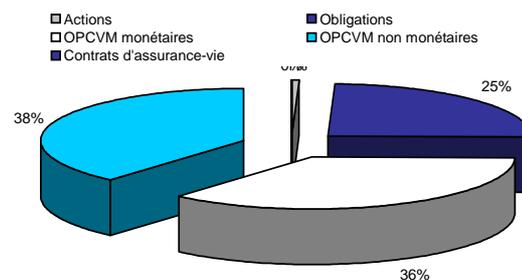
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



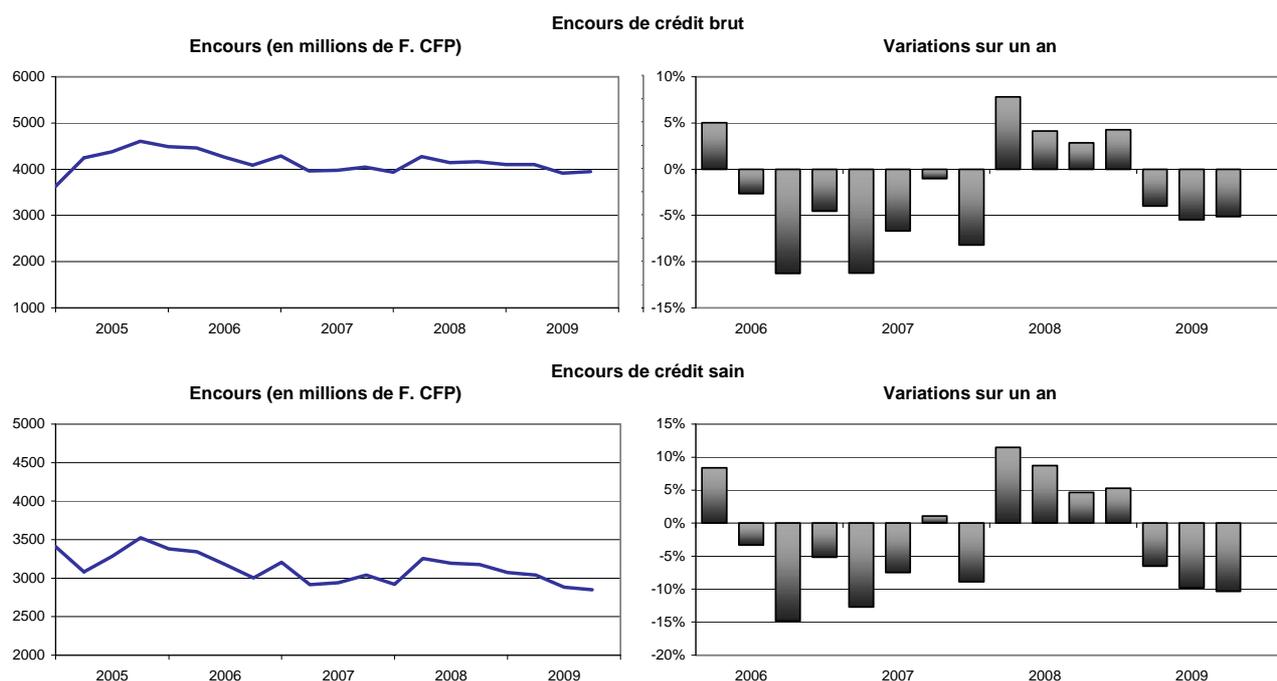
Répartition de l'épargne HZE sept-09



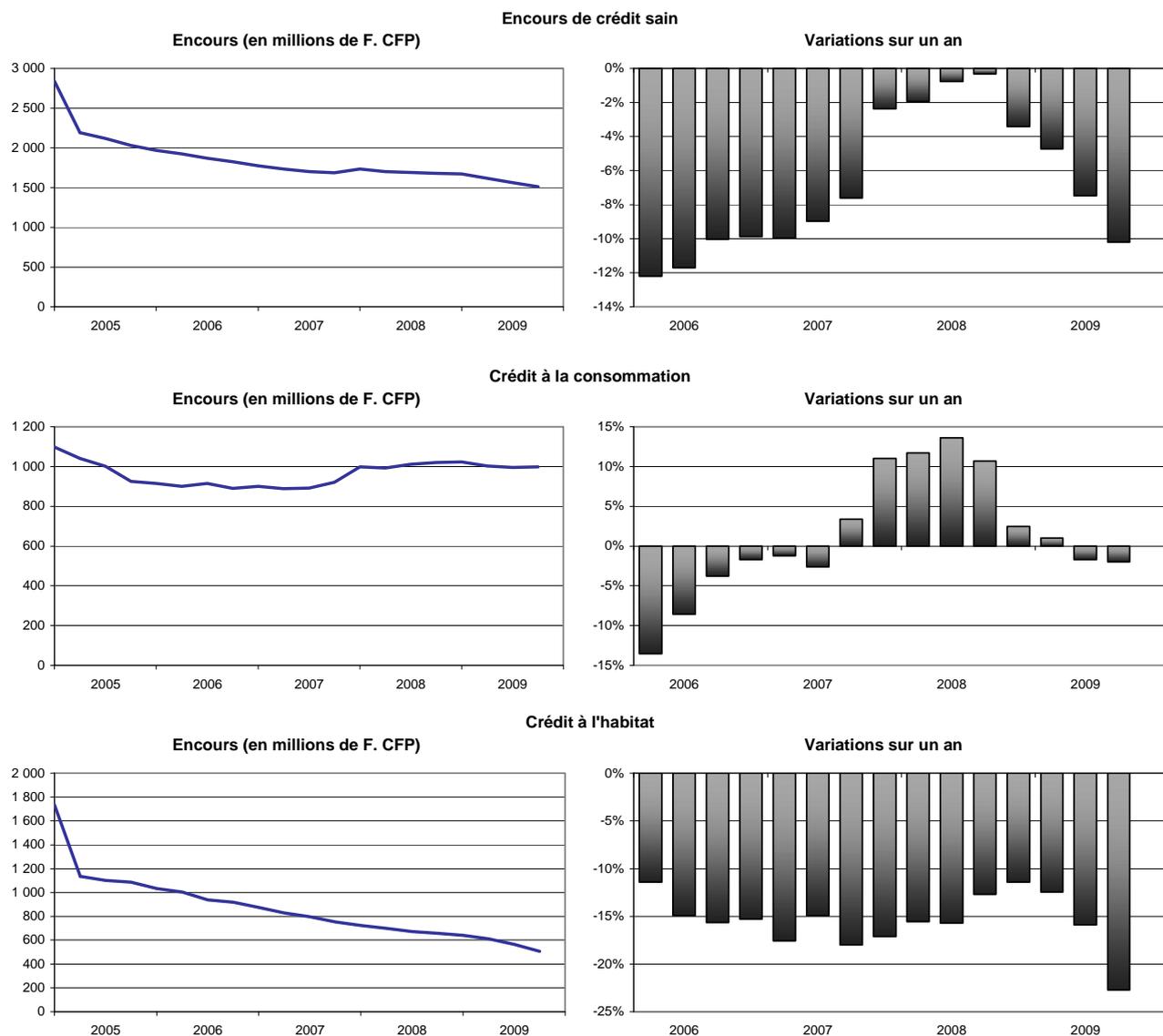
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

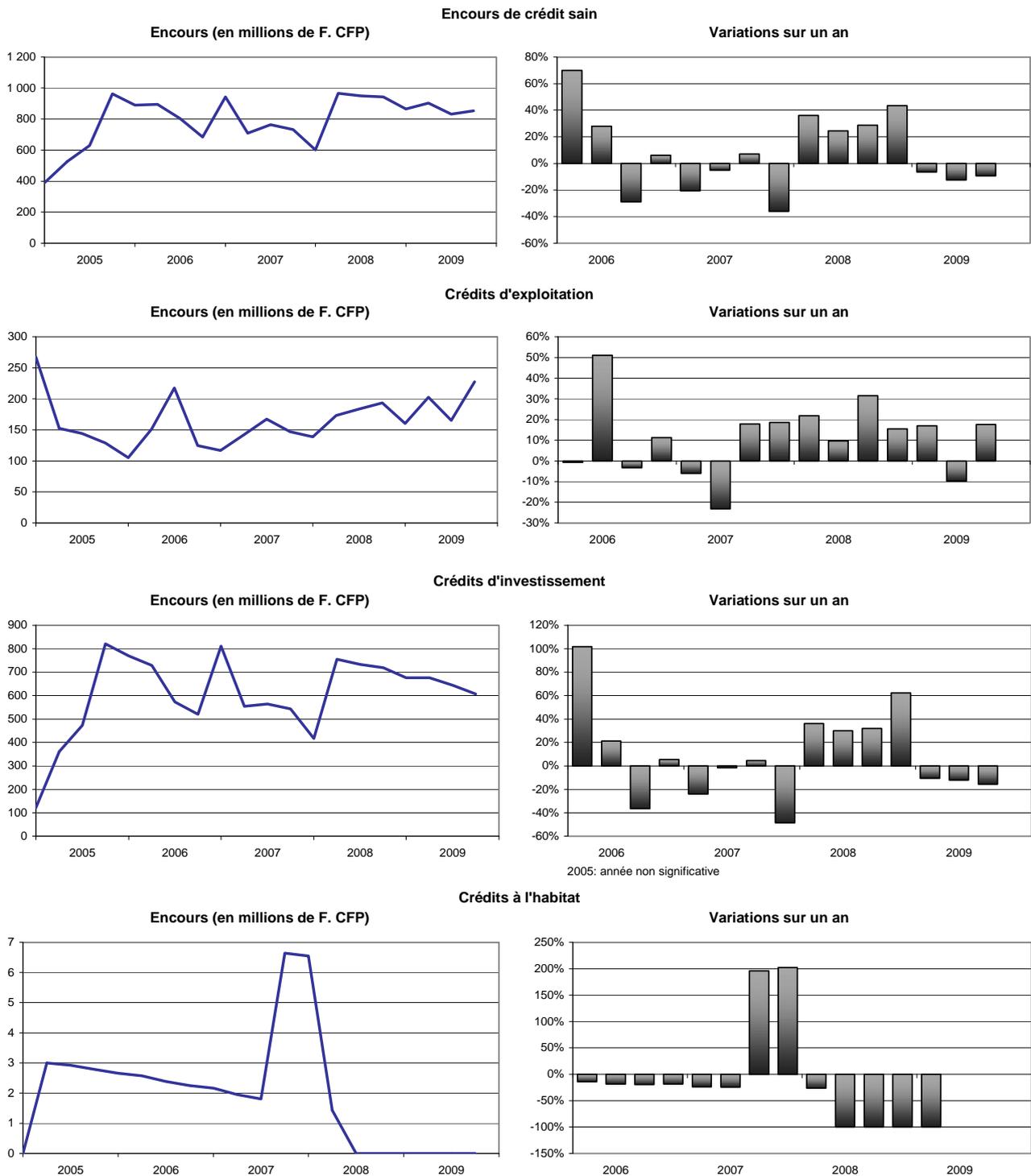
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de X PF								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Entreprises	962	683	732	943	864	903	832	853	2,5%	-9,5%
Crédits d'exploitation	129	125	147	194	161	203	166	227	36,7%	17,0%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	15	18	16	15	-6,3%	
dont entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	4	3	2	-33,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	129	125	147	194	146	185	149	213	43,0%	9,8%
Affecturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	820	520	544	719	676	676	644	607	-5,7%	-15,6%
Crédits à l'équipement	820	520	544	719	676	676	644	607	-5,7%	-15,6%
dont entrepreneurs individuels	30	37	31	30	28	26	24	23	-4,2%	-23,3%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	3	2	7	0	0	0	0	0		
Autres crédits	10	36	34	30	27	24	22	19	-13,6%	-36,7%
Ménages	2 030	1 826	1 687	1 682	1 673	1 620	1 563	1 510	-3,4%	-10,2%
Crédits à la consommation	926	891	921	1 019	1 024	1 003	995	999	0,4%	-2,0%
Crédits de trésorerie	898	871	907	1 000	1 003	981	978	981	0,3%	-1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	28	19	14	20	21	22	17	19	11,8%	-5,0%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1 087	917	752	656	642	613	565	507	-10,3%	-22,7%
Autres crédits	17	19	15	6	7	4	4	4	0,0%	-33,3%
Collectivités locales	528	486	443	403	383	383	365	363	-0,5%	-9,9%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	528	486	443	403	383	383	365	363	-0,5%	-9,9%
Crédits à l'équipement	528	486	443	403	383	383	365	363	-0,5%	-9,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	7	9	176	151	155	136	123	124	0,8%	-17,9%
Total encours sain	3 527	3 004	3 037	3 179	3 076	3 042	2 883	2 850	-1,1%	-10,3%
Créances douteuses brutes	1 081	1 084	1 008	982	1 026	1 056	1 030	1 097	6,5%	11,7%
Créances douteuses nettes	434	442	409	375	419	439	421	471	11,9%	25,6%
dont entreprises	87	73	83	54	55	67	56	56	0,0%	3,7%
dont ménages	347	369	326	321	365	372	365	415	13,7%	29,3%
Provisions	415	410	384	390	402	414	402	423	5,2%	8,5%
Total encours brut	4 608	4 088	4 045	4 160	4 101	4 098	3 913	3 947	0,9%	-5,1%
Taux de créances douteuses	23,5%	26,5%	24,9%	23,6%	25,0%	25,8%	26,3%	27,8%	1,5pt	4,2pt
Taux de provisionnement	38,4%	37,8%	38,1%	39,7%	39,2%	39,2%	39,0%	38,6%	-0,4pt	-1,1pt

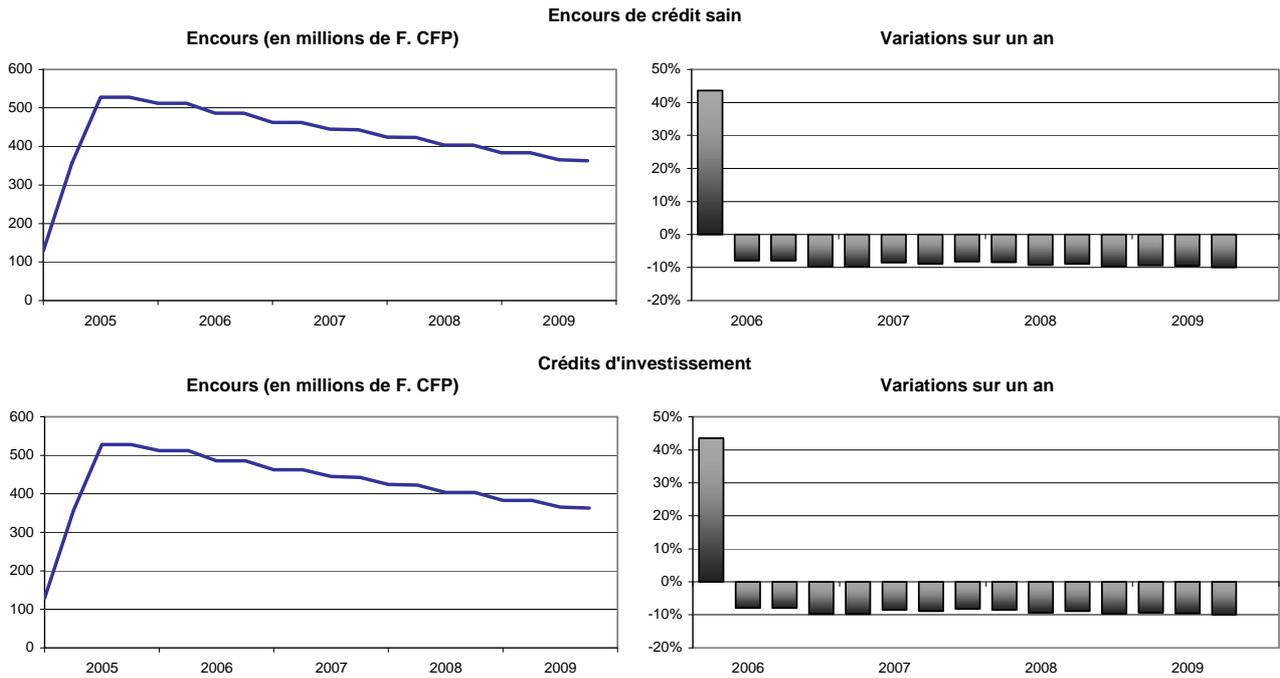


L'endettement des ménages





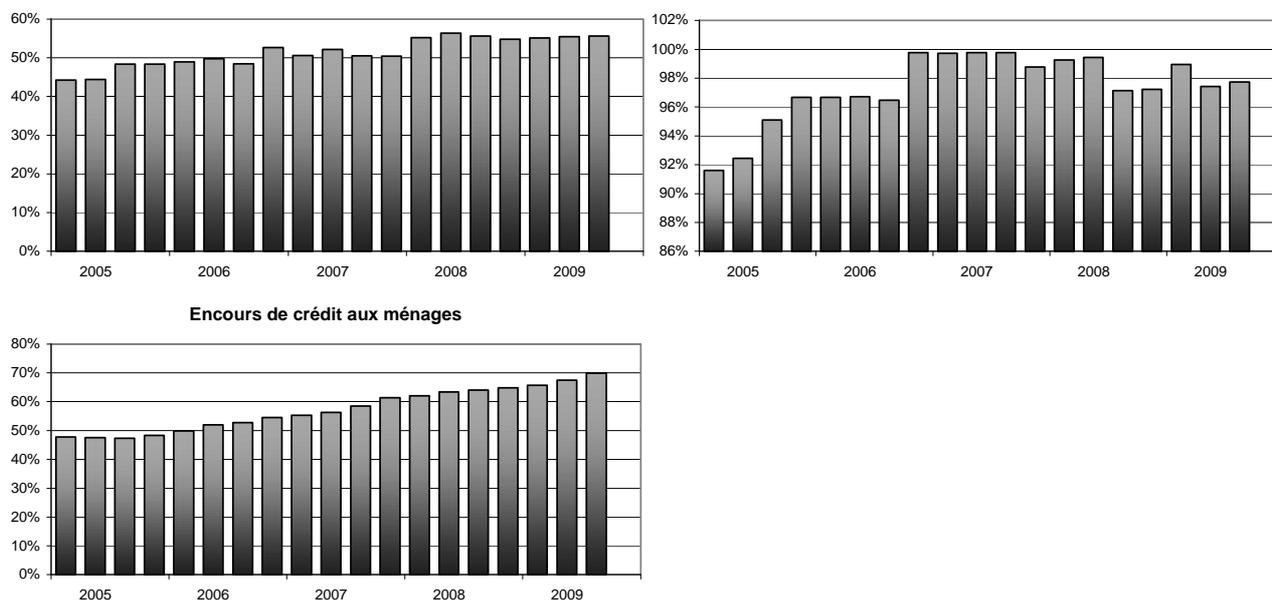
L'endettement des collectivités locales



4.2 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montant en millions de XPF								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Entreprises	915	659	730	916	840	893	810	834	3,0%	-9,0%
Crédits d'exploitation	129	125	147	194	161	203	166	227	36,7%	17,0%
<i>Créances commerciales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0	0	0	0	15	18	16	15	-6,3%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0	0	0	0	0	4	3	2	-33,3%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	129	125	147	194	146	185	149	213	43,0%	9,8%
<i>Affecturation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	776	520	544	692	652	666	623	587	-5,8%	-15,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	776	520	544	692	652	666	623	587	-5,8%	-15,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	30	37	31	24	23	21	20	18	-10,0%	-25,0%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	5	0	0	0	0	0		
Autres crédits	10	14	34	30	27	24	22	19	-13,6%	-36,7%
Ménages	960	961	986	1 076	1 083	1 065	1 054	1 055	0,1%	-2,0%
Crédits à la consommation	926	891	921	1 019	1 024	1 003	995	999	0,4%	-2,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	898	871	907	1 000	1 003	981	978	981	0,3%	-1,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28	19	14	20	21	22	17	19	11,8%	-5,0%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits à l'habitat</i>	35	71	65	57	60	62	59	56	-5,1%	-1,8%
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits à l'équipement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	7	9	8	8	24	5	4	5	25,0%	-37,5%
	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total encours sain	1 882	1 629	1 724	2 000	1 947	1 962	1 868	1 894	1,4%	-5,3%
Créances douteuses brutes	346	351	319	313	298	296	303	300	-1,0%	-4,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	15	14	5	0	0	3	6	9	50,0%	
<i>dont entreprises</i>	2	2	1	0	0	0	0	0		
<i>dont ménages</i>	13	13	3	0	0	3	6	8	33,3%	
<i>Provisions</i>	99	104	99	97	93	90	90	89	-1,1%	-8,2%
Total encours brut	2 228	1 981	2 043	2 313	2 245	2 258	2 172	2 194	1,0%	-5,1%
Taux de créances douteuses	15,5%	17,7%	15,6%	13,5%	13,3%	13,1%	14,0%	13,7%	-0,3 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	28,7%	29,7%	31,1%	30,9%	31,3%	30,3%	29,7%	29,7%	0 pt	-1,2 pt

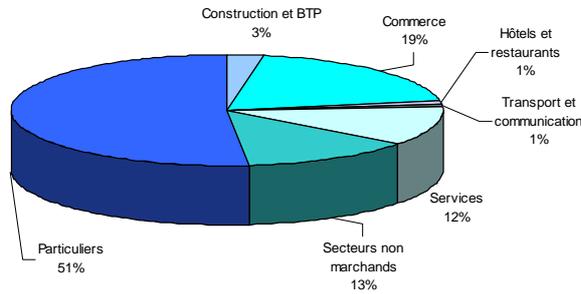
Parts de marché des établissements installés localement
Encours de crédit brut total Encours de crédit aux entreprises



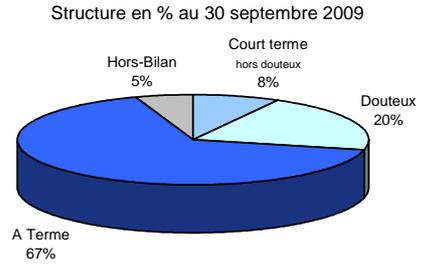
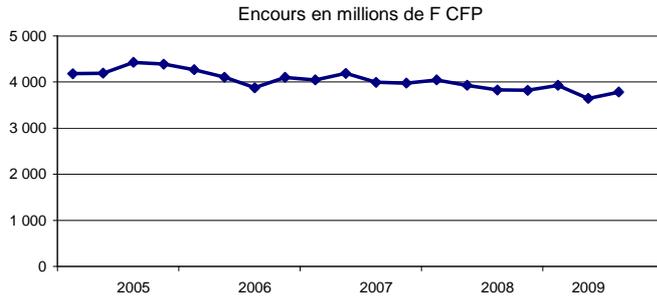
5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

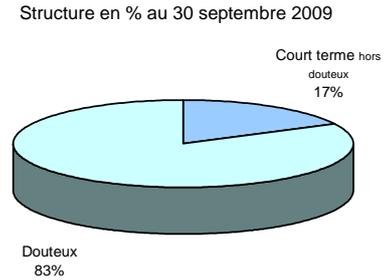
Répartition des risques sectoriels au 30 septembre 2009



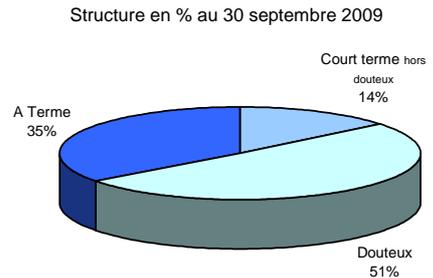
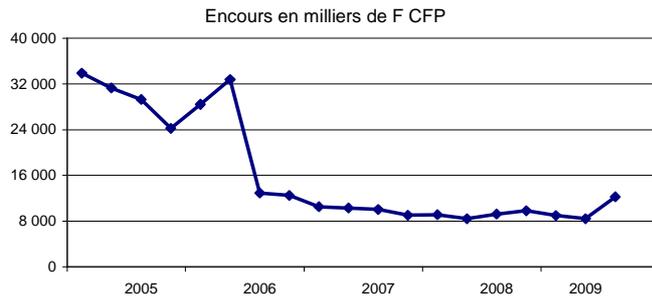
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



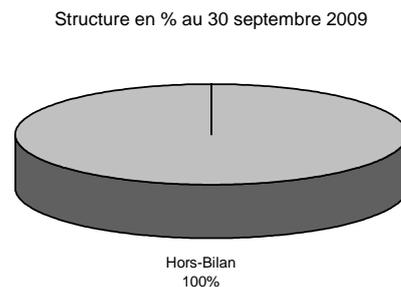
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Industries



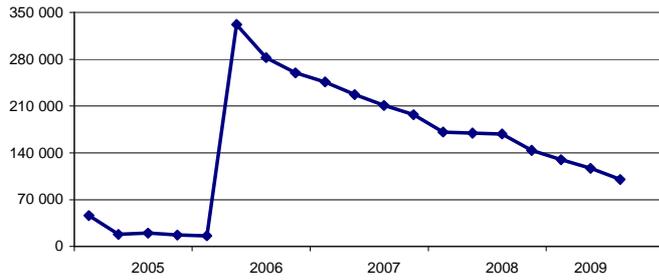
Production d'électricité, d'eau et de gaz



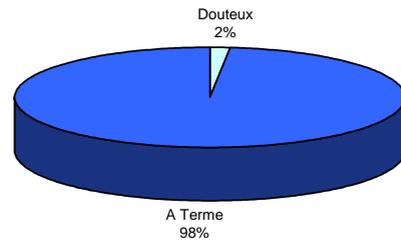
Conjoncture financière et bancaire

Construction et BTP

Encours en milliers de F CFP

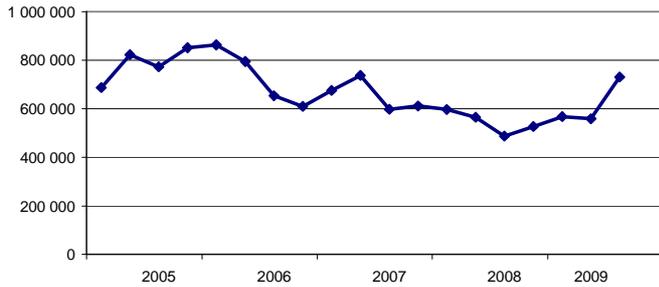


Structure en % au 30 septembre 2009

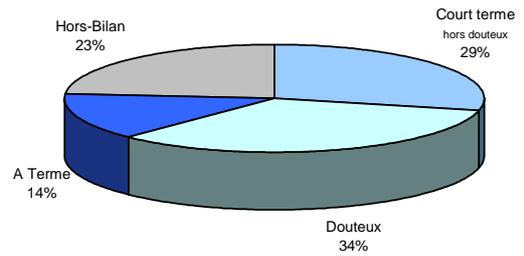


Commerce

Encours en milliers de F CFP

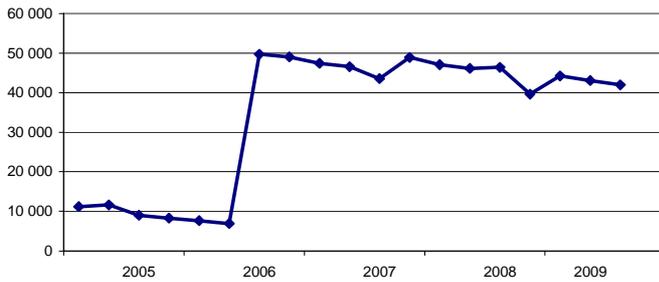


Structure en % au 30 septembre 2009

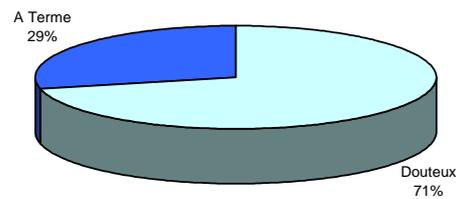


Hôtels et restaurants

Encours en milliers de F CFP

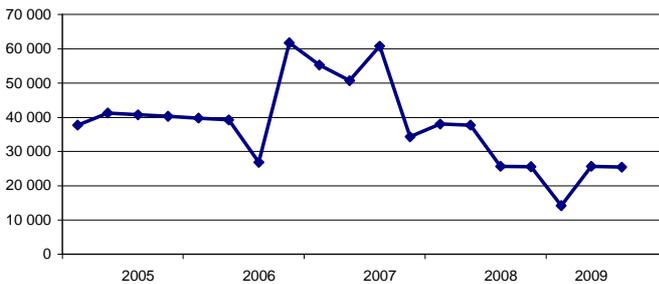


Structure en % au 30 septembre 2009

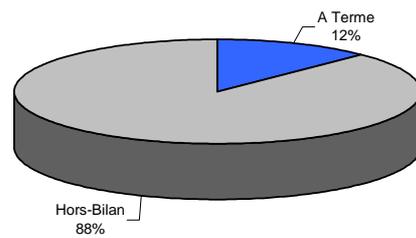


Transport et communication

Encours en milliers de F CFP

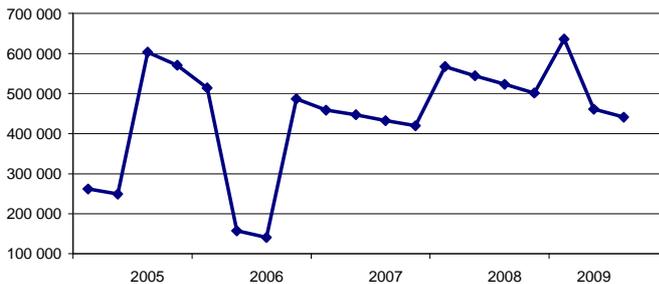


Structure en % au 30 septembre 2009

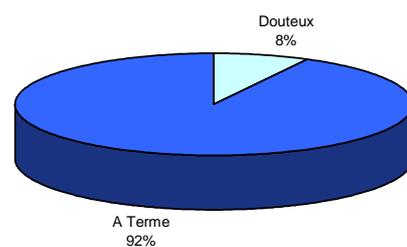


Services

Encours en milliers de F CFP

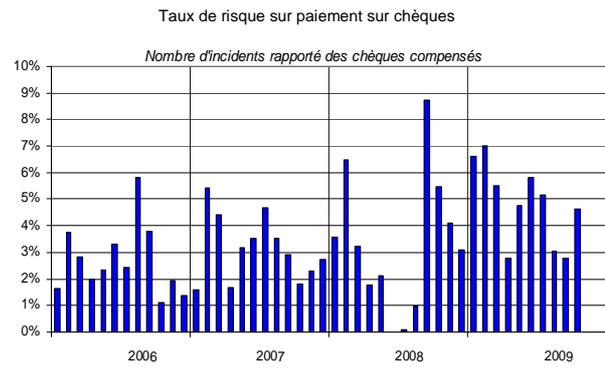
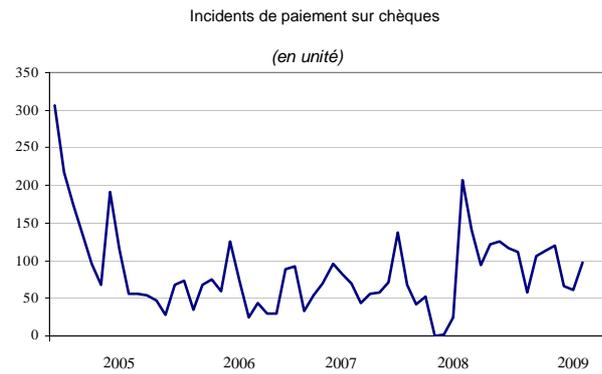
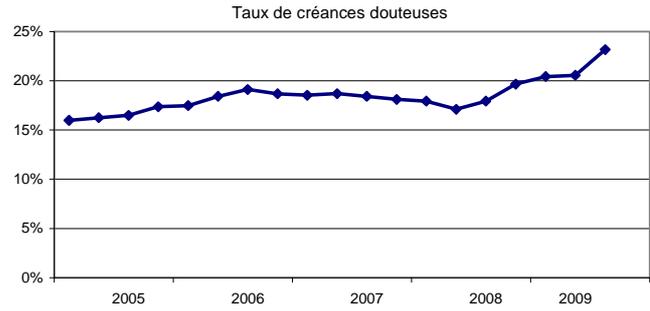


Structure en % au 30 septembre 2009



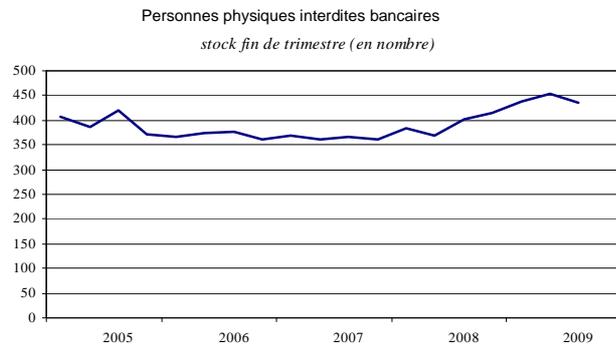
La vulnérabilité des ménages

Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR

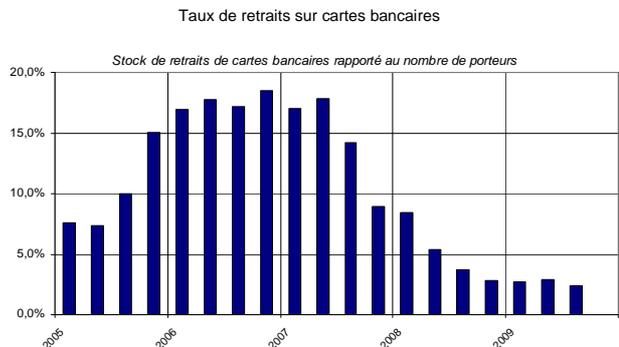


Source : IEOM

Source : IEOM



Source : IEOM

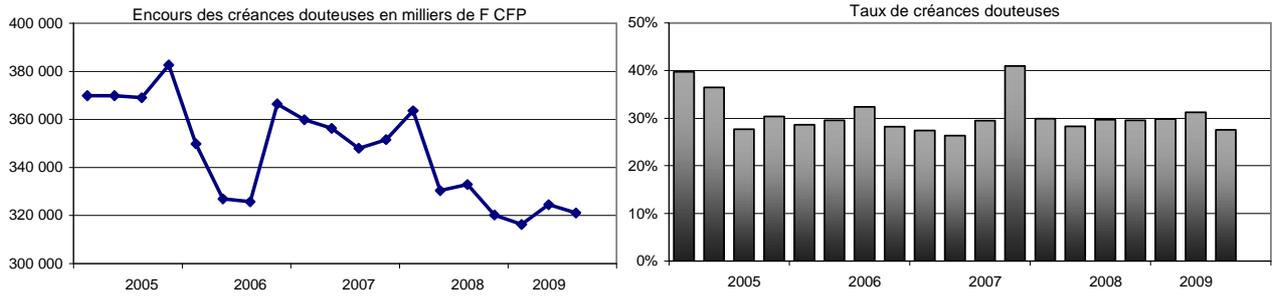


Source : IEOM

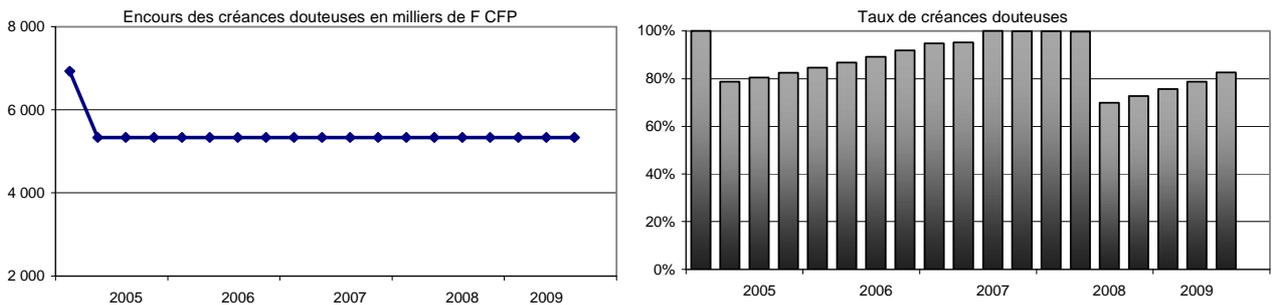
Conjoncture financière et bancaire

La vulnérabilité des entreprises

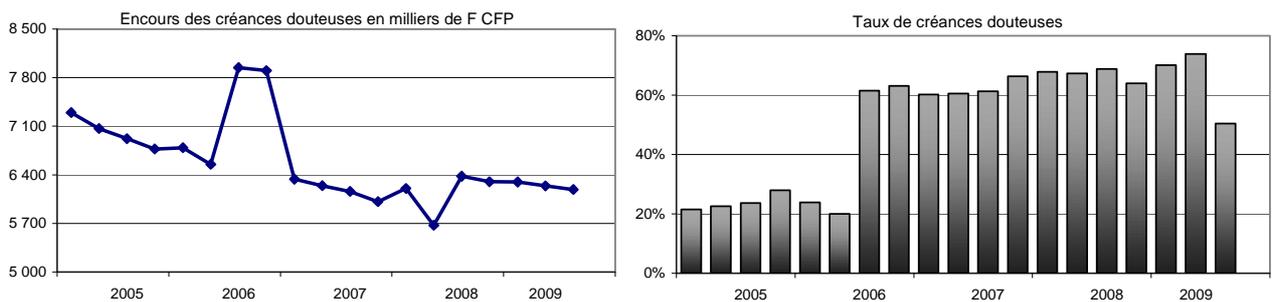
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



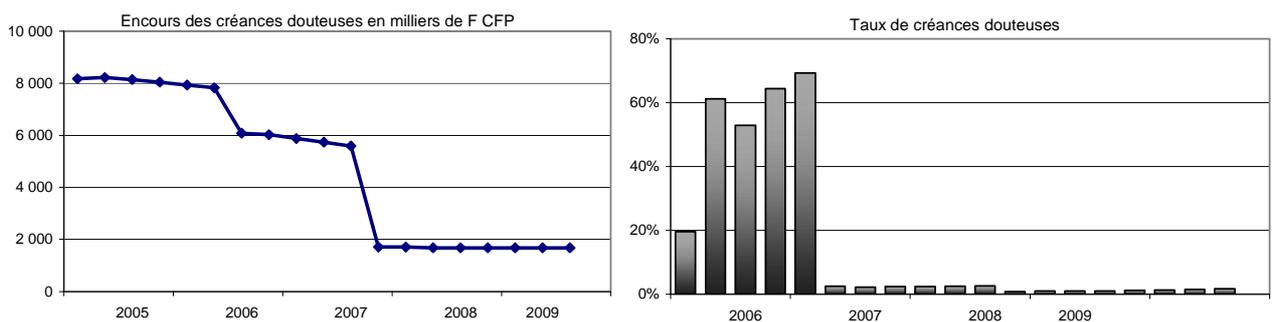
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Industries

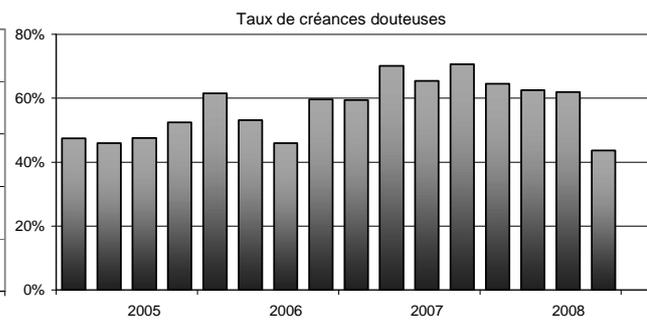


Construction et BTP

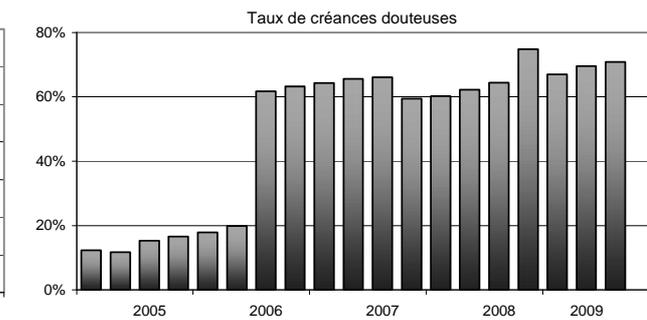


Conjoncture financière et bancaire

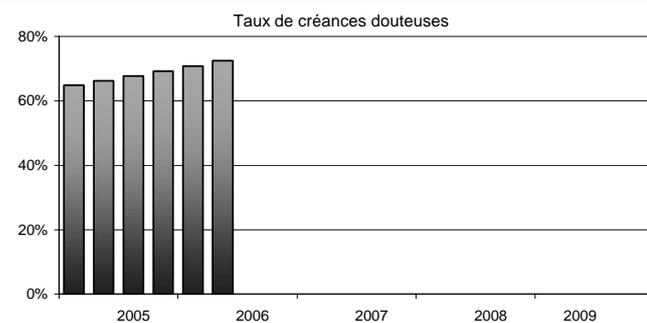
Commerce



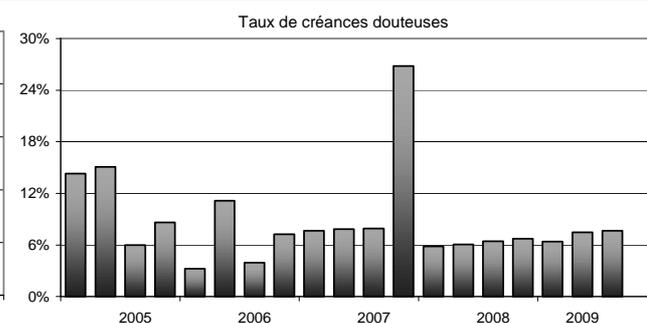
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services

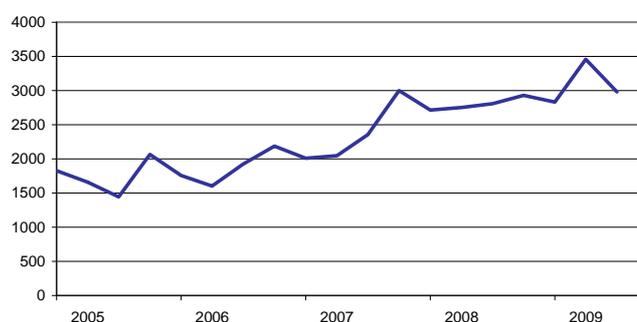


6. Le financement des crédits bancaires

L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de XPF								Variations	
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	1 trim	1 an
Emplois	2 822	3 293	3 799	4 442	4 492	4 439	5 107	4 642	-9,1%	4,5%
Excédent des opérations diverses des EC	27	0	0	36	0	0	69	0		
Crédits bruts	1 276	1 280	1 355	1 478	1 457	1 494	1 441	1 502	4,2%	1,6%
Réserves obligatoires et libres	74	89	91	123	103	112	139	161	15,8%	30,9%
Position extérieure nette des EC	1 444	1 924	2 353	2 805	2 931	2 833	3 458	2 979	-13,9%	6,2%
Ressources	2 822	3 293	3 799	4 442	4 492	4 439	5 107	4 642	-9,1%	4,5%
Dépôts collectés (- encaisses)	2 192	2 587	2 986	3 739	3 687	3 653	4 407	3 869	-12,2%	3,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	629	674	691	703	696	696	700	728	4,0%	3,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	33	123	0	108	90	0	45		
Réescompte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette des EC (en millions de F. CFP)

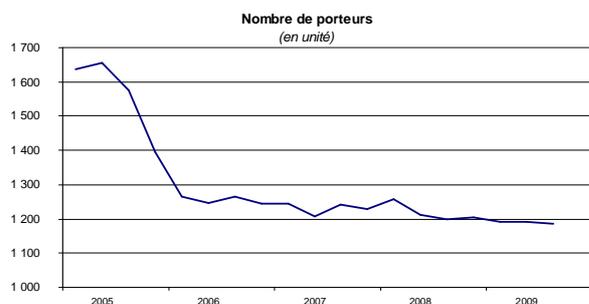


7. La monétique et les échanges de valeurs

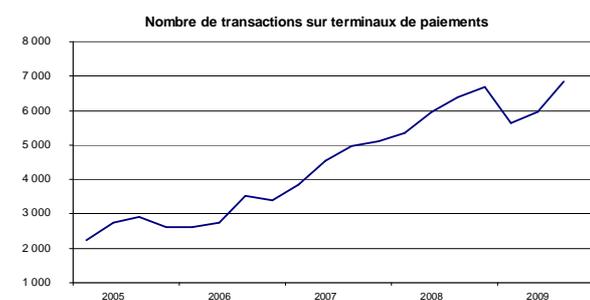
7.1 La monétique

Monétique	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	Variations	
									1 trim	1 an
Cartes bancaires										
Crate bleue	1 575	1 266	1 242	1 199	1 203	1 192	1 192	1 186	-0,5%	-1,1%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cartes privatives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de cartes	1 575	1 266	1 242	1 199	1 203	1 192	1 192	1 186	-0,5%	-1,1%
Terminal de paiements électronique										
Nombre de TPE	27	29	26	30	30	32	32	32	0,0%	6,7%
Nombre de transactions	2 895	3 530	4 965	6 398	6 695	5 640	5 949	6 836	14,9%	6,8%
Montants (milliers de XPF)	109 662	113 185	130 834	171 886	171 562	129 377	151 882	171 061	12,6%	-0,5%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	38	32	26	27	26	23	26	25	-2,0%	-6,9%
Machines de traitement mécanique										
Nombre de MTM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de transactions	-	7	1	7	2	1	40	7	-82,5%	0,0%
Montant (en milliers de XPF)	-	506	66	392	31	90	579	366	-36,8%	-6,6%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	-	72	66	56	16	90	14	52	261,2%	-6,6%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 777	6 942	7 771	8 236	7 931	6 592	7 820	8 412	7,6%	2,1%
Montants (milliers de XPF)	96 484	89 172	106 730	115 857	116 193	89 567	113 308	128 529	13,4%	10,9%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	12	13	14	14	15	14	14	15	5,5%	8,6%

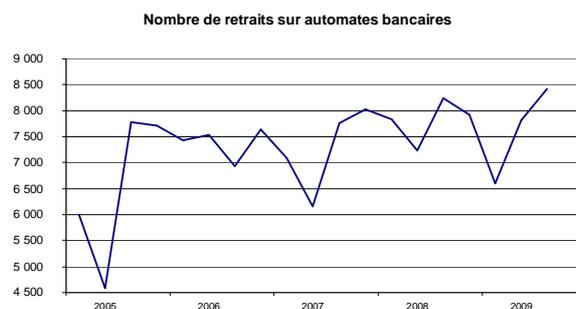
Conjoncture financière et bancaire



Source: Etablissement de crédit



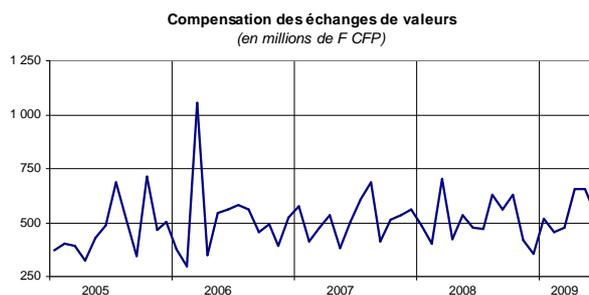
Source: Etablissement de crédit



Source: Etablissement de crédit

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	Variations	
									2 trim	1 an
En nombre	3 876	4 030	4 520	4 646	6 716	4 179	4 322	4 028	-6,8%	-13,3%
Chèques	1 893	1 836	2 297	2 287	3 912	1 884	1 858	2 116	13,9%	-7,5%
Virements	1 873	2 099	2 132	2 263	2 764	2 152	2 372	1 821	-23,2%	-19,5%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	110	95	91	96	40	143	92	91	-1,1%	-5,2%
En millions de F CFP	345,6	456,5	414,5	560,6	629,4	516,0	657,2	540,5	-17,8%	-3,6%
Chèques	159,5	186,1	181,7	265,1	293,0	228,0	444,0	297,2	-33,1%	12,1%
Virements	184,5	268,5	231,3	293,5	334,0	285,8	211,6	242,0	14,4%	-17,5%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1,5	1,9	1,4	1,9	2,4	2,2	1,6	1,3	-18,8%	-33,0%



Source: IEOM

8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

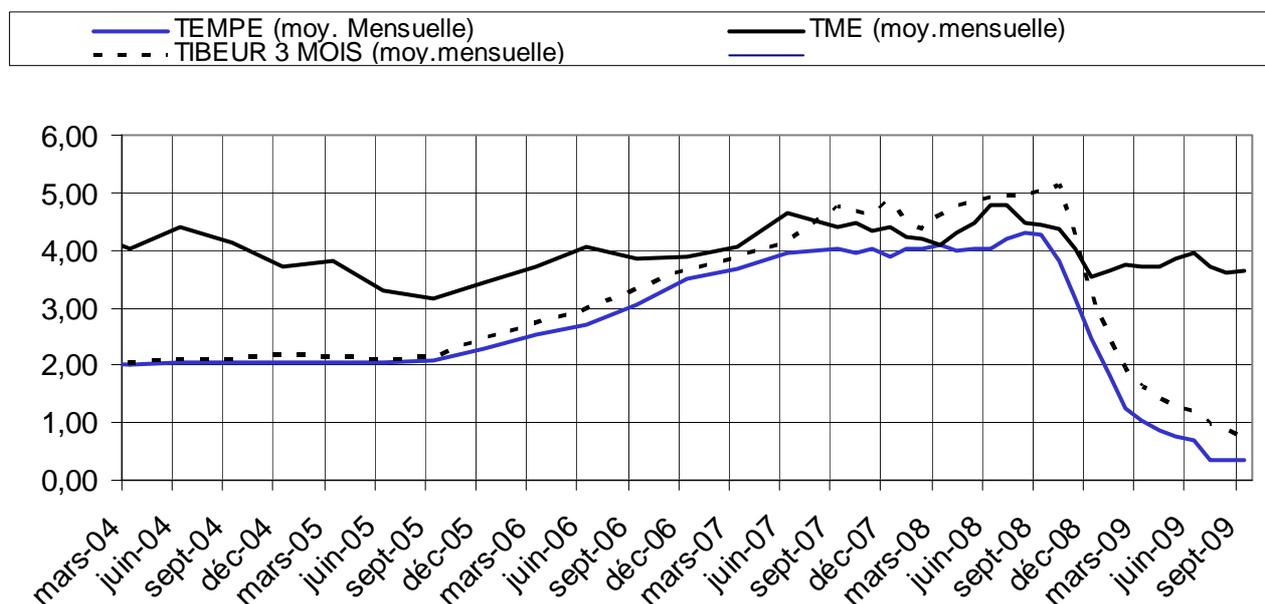
| Année |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| 3,87% | 3,36% | 3,47% | 2,74% | 4,26% | 4,26% | 3,29% | 2,27% | 2,05% | 2,11% | 2,95% | 3,99% | 3,79% |

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009
Taux de la facilité de dépôt	2,25% (2)	1,50% (6)	0,5% (9)	0,5% (12)
Taux de l'escompte de chèques	3,00% (3)	2,50% (8)	1,75% (10)	1,75% (12)
Taux de la facilité de prêt marginal	3,00% (3)	2,50% (8)	1,75% (10)	1,75% (12)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	2,75% (2)	2,00% (7)	1,25% (9)	1,25% (12)
Taux plafond	5,50% (2)	4,75% (7)	4% (9)	4% (12)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3% (1)	3,00%	3,00%	3,00%
Taux plafond (taux SGFGAS)	7,00%-7,45% (4)	6,25%-6,70% (5)	5,95% - 6,4 %	6,15 %-6,6 % (11)

(1) à compter du 01/08/1996 (4) à compter du 01/10/2008 (7) à compter du 16/12/2008 (10) à compter du 19/05/2009
 (2) à compter du 10/10/2008 (5) à compter du 01/02/2009 (8) à compter du 11/03/2009 (11) à compter du 01/08/2009
 (3) à compter du 10/12/2008 (6) à compter du 16/1/22008 (9) à compter du 19/05/2009 (12) à compter du 19/05/2009

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Taux de l'usure

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%
- Prêts à taux variable	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%
- Prêts à taux relais	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en

PRÊTS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE,

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,35%	11,51%	11,69%	11,67%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,24%	9,04%	7,85%	6,43%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,15%	8,56%	8,07%	7,19%
- Découverts en compte (2)	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,27%	10,45%	8,05%	6,72%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
<i>Agriculture, élevage et pêche</i>	<i>011A à 020B</i>
<i>Industrie</i>	<i>101Z à 372Z</i>
<i>Eau/Energie</i>	<i>401A à 410Z</i>
<i>BTP</i>	<i>451A à 454M</i>
<i>Commerce</i>	<i>501Z à 527H</i>
<i>Hôtellerie et restauration</i>	<i>551A à 555D</i>
<i>Transports et communications</i>	<i>601Z à 642D</i>
<i>Services</i>	<i>455Z, 651A à 671E, 701A à 748 A, 851 C à K, 852Z à 853K, 900A à G, 921A à J, 922 A à 970Z</i>
<i>Secteur non marchand</i>	<i>751A à 753C, 801Z à 803Z, 851A, 851L, 911A à 913E, 990Z</i>

Directeur de la publication : Y.BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer : décembre 2009
Dépôt légal : décembre 2009- n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : agence@ieomwf.fr
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03